



## La révolution par étapes et la démocratie populaire

Nous voulons ici expliquer une caractéristique essentielle du processus révolutionnaire, si importante que ne pas la comprendre aboutit même à sortir de son champ. Nous voulons parler de son évolution non linéaire, de son mouvement historique en termes d'étapes. Il s'agit là d'une question essentielle pour toute organisation d'un dispositif révolutionnaire, ainsi que de sa maturation. Qui nie l'existence d'étapes ou bien se trompe sur la nature de ces étapes est condamné à l'échec.

C'est une problématique à laquelle n'échappe personne sympathisant ou soutenant l'idée de révolution. C'est même elle qui va déterminer les cheminements personnels, les choix de vie.

Lorsqu'on a en effet acquis un certain niveau de conscience révolutionnaire, on décide toujours de s'impliquer pour la Cause. On oscille alors entre faire directement la promotion de la révolution ou bien chercher un terrain concret permettant une lutte avec immédiatement un certain nombre de gens. Cela aboutit au bout d'un certain à une situation intenable, avec au bout soit la capitulation par rapport au principe même de révolution, soit au repli total avec une activité théorique à l'écart des masses.

Les exemples de ce processus aboutissant au réformisme ou à l'isolement sont très nombreux, mais se généralisent en deux types. Le premier type est le raisonnement s'appuyant sur la thèse de la révolution permanente. La démarche à laquelle cela aboutit est ce qu'on appelle gauchisme, qui a une apparence hyper-révolutionnaire, mais tourne en réalité totalement à vide, dans une bulle s'appuyant sur la petite-bourgeoise radicalisée.

Il faudrait appeler à la révolution, tout le temps et n'importe comment, car celle-ci serait la seule actualité. Ce n'est même pas ici que les autres aspects soient secondaires : il n'y aurait qu'une seule chose à faire, « enclencher » la révolution. Cela conduit à nier la vie politique, faire de la société une sorte de vaste abstraction, rejeter en bloc tant la culture que l'héritage culturel national historique.

Le second type est la démarche visant à ajouter des étapes aux étapes, afin de finalement justifier la convergence ou même la collusion avec les vieilles valeurs, les institutions, la bourgeoisie, le capitalisme. Cela mène au raisonnement comme quoi le système pourrait être modifié depuis son intérieur, la révolution devant se dérouler dans le cadre des institutions, ce qui est une absurdité cédant vite la place au réformisme.

Il est paradoxalement très difficile de se positionner correctement par rapport à ces deux dangers ;

c'est un véritable défi. On a vite fait de tomber de Charybde en Scylla. Se distinguer des gauchistes et des réformistes du passé ou du moment présent n'empêche pas que, sans travail efficace, on ne devienne comme eux dans le futur.

Le nombre d'énergies gâchées dans un sens ou dans un autre est pour cette raison immense et, au sens strict, seuls les communistes russes et chinois ont trouvé le moyen de s'en sortir, ainsi que les communistes dans les pays d'Europe de l'est après 1945.

## **Le piège de la révolution permanente**

Il existe deux moments importants dans la réfutation du gauchisme. Le premier, c'est lorsque Lénine écrit *La maladie infantile du communisme* (le « gauchisme »), le second c'est lorsque le trotskisme est écrasé en Union Soviétique sous la direction de Staline. Ce sont des moments-clefs, dans la mesure où ils établissent les bases d'une compréhension correcte de cette question.

Le gauchisme, dont le trotskisme est une des expressions, affirme que l'espace-temps politique est occupé par une seule contradiction, celle entre la classe ouvrière (ou bien le peuple, la multitude, etc.) et le capitalisme (ou bien le système, l'État, etc.), avec une seule issue possible : la révolution. Par conséquent, dans toutes les situations et ce sans exception, il n'y a qu'un objectif : hâter la venue de ce « grand soir ».

Il faut bien voir que cela prend l'apparence d'une ligne se voulant authentiquement combative, avec un engagement sincère et sans compromission, avec un sens de l'urgence et des nécessités historiques. Il est très facile, si l'on manque de connaissances idéologiques, de faire confiance à ceux qui ont l'air de « vouloir aller jusqu'au bout ».

C'est en réalité un piège, qui trouve sa source dans l'incompréhension de la nature du Parti Communiste. Le gauchisme pense que les révolutionnaires ne sont qu'une avant-garde quantitative, pas qualitative ; à court ou moyen terme, tout le monde arriverait sur ces mêmes bases. Les révolutionnaires ne seraient simplement qu'en avance.

De là vient l'apparence hyper-révolutionnaire, puisqu'il y a un discours volontariste se proposant d'amener tout le monde à la cause révolutionnaire. Cependant, c'est en réalité totalement décalé des réalités historiques et par conséquent cela ne pénètre pas les masses, qui reste imperméable aux « ultras », ceux-ci apparaissant simplement comme « déconnectés ».

En réalité, la révolution est objectivement l'actualité de notre époque, mais ce n'est pas une actualité subjective « permanente » pour autant. De plus, même le processus objectif de la révolution consiste en plusieurs étapes bien distinctes, en des moments sensiblement différents. Il faut tout un travail de compréhension de ces dimensions subjective et objective.

Croire qu'une situation révolutionnaire peut se produire à tout moment, par un quelconque événement « déclencheur », est une négation du rôle de l'idéologie et du principe du Parti Communiste comme lieu d'études et de synthèse pour exprimer une direction. C'est du *spontanéisme*.

## Le rôle dirigeant du Parti Communiste

Le Parti Communiste est d'une nature qualitative différente de la classe ouvrière au sens strict, car il en est la synthèse politique et idéologique. Il est organiquement lié à la classe ouvrière, mais il en est une expression historique nécessaire et par conséquent il possède sa propre dignité.

Lénine a présenté ainsi cette nécessité historique, dans *Que faire ?* :

« Tout culte de la spontanéité du mouvement ouvrier, toute diminution du rôle de « l'élément conscient », du rôle de la social-démocratie signifie par-là même - qu'on le veuille ou non, cela n'y fait absolument rien - un renforcement de l'idéologie bourgeoise sur les ouvriers.

Tous ceux qui parlent de « surestimation de l'idéologie », d'exagération du rôle de l'élément conscient, etc., se figurent que le mouvement purement ouvrier est par lui-même capable d'élaborer et qu'il élaborera pour soi une idéologie indépendante, à la condition seulement que les ouvriers « arrachent leur sort des mains de leurs dirigeants ».

Mais c'est une erreur profonde (...). Du moment qu'il ne saurait être question d'une idéologie indépendante, élaborée par les masses ouvrières elles-mêmes au cours de leur mouvement, le problème se pose uniquement ainsi : idéologie bourgeoise ou idéologie socialiste. Il n'y a pas de milieu (car l'humanité n'a pas élaboré une « troisième » idéologie ; et puis d'ailleurs, dans une société déchirée par les antagonismes de classes, il ne saurait jamais exister d'idéologie en dehors ou au-dessus des classes).

C'est pourquoi tout rapetissement de l'idéologie socialiste, tout éloignement vis-à-vis de cette dernière implique un renforcement de l'idéologie bourgeoise.

On parle de spontanéité.

Mais le développement spontané du mouvement ouvrier aboutit justement à le subordonner à l'idéologie bourgeoise, il s'effectue justement selon le programme du Credo, car mouvement ouvrier spontané, c'est le trade-unionisme, la *Nur-Gewerkschaftlerei* [que le syndicalisme, en allemand] ; or le trade-unionisme, c'est justement l'asservissement idéologique des ouvriers par la bourgeoisie.

C'est pourquoi notre tâche, celle de la social-démocratie, est de combattre la spontanéité, de détourner le mouvement ouvrier de cette tendance spontanée qu'a le trade-unionisme à se réfugier sous l'aile de la bourgeoisie, et de l'attirer sous l'aile de la social-démocratie révolutionnaire (...).

La conscience politique de classe ne peut être apportée à l'ouvrier que de l'extérieur, c'est-à-dire de l'extérieur de la lutte économique, de l'extérieur de la sphère des rapports entre ouvriers et patrons. Le seul domaine où l'on pourrait puiser cette connaissance est celui des rapports de toutes les classes et couches de la population avec l'État et le gouvernement, le domaine des rapports de toutes les classes entre elles.

C'est pourquoi, à la question : que faire pour apporter aux ouvriers les connaissances politiques ? - on ne saurait donner simplement la réponse dont se contentent, la plupart

du temps, les praticiens, sans parler de ceux qui penchent vers l'économisme, à savoir « aller aux ouvriers ». Pour apporter aux ouvriers les connaissances politiques, les social-démocrates doivent aller dans toutes les classes de la population, ils doivent envoyer dans toutes les directions des détachements de leur armée. »

Le Parti se fonde sur une théorie, c'est là la base de son identité politique. Et c'est en même temps une fonction idéologique dans la classe ouvrière et les larges masses. Cela implique des choix tactiques.

## **La tactique et la stratégie**

La question de la tactique employée par les communistes a été au centre des différentes réunions de l'Internationale Communiste. Chaque Parti Communiste était alors en effet une composante de l'Internationale, qui décidait de manière centralisée des tactiques à adopter.

Avec une vue d'ensemble et dans le cadre de la crise générale du capitalisme, il s'agissait pour l'Internationale d'agir tel un Parti Communiste mondial et d'impulser les luttes de telle manière à ce qu'elles relancent la vague révolutionnaire commencée avec Octobre 1917.

Par tactique, il faut comprendre ici la capacité politique pour un parti à s'orienter, comprendre qu'il faut faire des choix et effectuer les bons. Lénine nous en donne la définition suivante :

« Sans un programme, le parti ne peut exister en tant qu'organisme politique plus ou moins intégral, capable en toutes occasions de maintenir fermement sa ligne à chaque tournant des événements. »

Sans une ligne tactique, basée sur une estimation de la situation politique en cours et fournissant des réponses précises aux « questions fâcheuses » du moment, il est possible d'avoir un petit groupe de théoriciens, mais non une unité politique opérante.

Sans une évaluation des courants idéologico-politiques « actifs », actuels et « à la mode », un programme et des tactiques peuvent dégénérer en « points » morts et il serait alors impossible de s'en servir pour résoudre les milliers de problèmes pratiques détaillés et infiniment concrets avec la compréhension de l'essence de ces problèmes, la compréhension de « ce dont il retourne ». » (De la campagne électorale et de la plateforme électorale, 1911)

Les congrès de l'Internationale Communiste étaient marqués par des débats sur la situation du capitalisme à l'échelle mondiale, avec des décisions prises concernant les tactiques à appliquer en conséquence. Chaque Parti devait réaliser ces tactiques et le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste procédait aux rectifications nécessaires si tel n'était pas suffisamment le cas.

Au bout d'une certaine période, il fut considéré toutefois que cela demandait un travail de compréhension de chaque pays qui revenait à chaque Parti Communiste particulier, en raison de la très haute complexité de la question.

Sans le comprendre alors, avec la dissolution de l'Internationale Communiste durant la seconde guerre mondiale, on passait de l'exigence d'une tactique adéquate à celle de la Pensée-guide.

C'est Gonzalo qui, au Pérou, a formulé le principe théorique de ce concept ; il existe un document précieux à ce sujet, réalisé de notre part avec les camarades d'Afghanistan, du Bangladesh et de Belgique. La Pensée-guide est la voie de la révolution dans un pays particulier, synthétisée par un communiste ayant pleinement compris ses aspects économiques, sociaux, culturels, militaires, idéologiques, etc. C'est donc une stratégie.

Ce concept est tardif, il émerge dans les années 1980 ; Gonzalo a compris cela en étudiant la révolution chinoise dirigée par Mao Zedong. De manière logique, nous avons à sa suite formulé, avec les camarades de Belgique, le principe que la révolution russe s'était appuyée sur la Pensée-guide de Lénine.

L'Internationale Communiste n'avait pas cette compréhension encore. Elle formulait la chose ainsi seulement alors : chaque Parti Communiste devait employer la tactique adéquate correspondant à la situation de son propre pays. Il n'y avait pas de lecture stratégique d'exigée, puisque l'existence de l'URSS impliquait que la stratégie était simplement de rejoindre son camp.

Les forces révisionnistes, comme on le sait, ont justement dévoyé cette question des conditions particulières pour, à chaque fois, justifier la « voie pacifique » au nom de tel ou tel aspect national particulier. Ils ont en fait proposé ni plus ni moins qu'une « stratégie », mais réformiste. En France, c'est Maurice Thorez qui a joué ce rôle de destruction de l'orientation révolutionnaire, de choix du pacifisme, du parlementarisme censé être « révolutionnaire ».

Maurice Thorez représente, pour ainsi dire, l'anti-Pensée-guide. Il a proposé une stratégie, mais pas la bonne. Il a rejeté la révolution permanente, ce qui est juste, mais son analyse de la société française s'est empêtrée dans le réformisme, la soumission aux institutions, la participation à l'État, etc. Il a formulé une stratégie erronée.

## **La révolution par étapes**

L'Internationale Communiste, dans sa recherche des tactiques adéquates, a formulé deux approches qui, une fois synthétisées, s'avèrent en réalité être des stratégies. Nous tenons à insister sur cette nuance. L'Internationale Communiste n'a pas directement formulé cela comme étant une stratégie, même si cela en découle inévitablement.

La première approche concerne les pays de nature coloniale ou semi-coloniale. Il est éventuellement possible d'impliquer la bourgeoisie nationale dans la révolution et les paysans doivent l'être de toutes façons. La révolution socialiste passe par une étape anti-féodale anti-impérialiste, c'est-à-dire une révolution démocratique.

La seconde approche concerne les pays capitalistes. À leur stade impérialiste, les monopoles prennent toujours plus de place, jusqu'à prendre le contrôle entier de l'État afin d'aller à la guerre, en s'appuyant sur un régime fasciste. La révolution socialiste passe par une étape démocratique – populaire.

L'exemple réussi de la première approche est la révolution chinoise. L'Internationale Communiste avait toutefois mal paramétré la révolution démocratique, ce qui provoqua des tensions momentanées entre l'Internationale Communiste et les communistes chinois. C'est Mao Zedong qui

en exposera les fondements corrects, ce que Staline reconnaîtra.

Les exemples réussis de la seconde approche sont les démocraties populaires d'Europe de l'Est, établies sur la destruction du fascisme, il est vrai dans les conditions particulières de la victoire de l'armée rouge sur l'Allemagne nazie. À cela, il faut ajouter trois expériences essentielles :

- le Front populaire en France, se formant à partir de 1934 et se réalisant en 1936 ;
- la guerre antifasciste en Espagne, née du Front populaire et se réalisant comme front antifasciste ;
- la guerre antifasciste en Grèce, contre l'occupant nazi puis après 1945 contre les forces britanniques aidées par les États-Unis.

Ce que nous pouvons voir historiquement, c'est que le concept de révolution démocratique a été théorisé de manière définitive en Chine et repris par Gonzalo. Le Parti Communiste de Chine, à l'époque de Mao Zedong, met en avant la révolution démocratique comme stratégie dans les pays semi-féodaux semi-coloniaux.

C'est une question réglée. La révolution démocratique est l'étape inévitable pour les pays caractérisés par une pénétration impérialiste ayant formé un féodalisme par en haut et une bourgeoisie bureaucratique. L'aspect féodal est principal par rapport à l'aspect colonial, parce qu'il n'y a pas de dimension anti-impérialiste sans affirmation démocratique, donc anti-féodale.

Il faut particulièrement insister sur ce point, car il existe une large tendance opportuniste faisant de la question coloniale l'aspect principal, pour promouvoir un « anti-impérialisme » qui correspond en réalité aux intérêts de la bourgeoisie nationale, de la petite-bourgeoisie la plus radicale. De nombreuses organisations « maoïstes » de pays opprimés ne sont que des vecteurs de la bourgeoisie nationale.

Cependant, le Parti Communiste de Chine n'a pas parlé en profondeur des pays capitalistes, dont il ne connaissait pas suffisamment la situation ; Gonzalo demande de son côté que le Front populaire soit analysé par les communistes des pays capitalistes, ainsi que la lutte armée des années 1970-1980. Il est possible désormais de répondre à cette exigence théorique.

Nous affirmons par conséquent que, de la même manière que la révolution démocratique, de type anti-féodale anti-impérialiste, est une étape nécessaire dans les pays opprimés, la révolution démocratique – populaire, de type anti-monopoliste antifasciste, est une étape nécessaire dans les pays capitalistes.

## **La nature de l'étape**

L'étape consiste en un moment particulier propre au processus révolutionnaire en général. Sa substance est de dépasser des contradictions qui ne sont pas, au sens strict, directement liées à la contradiction classe ouvrière – bourgeoisie, même si cela en forme l'arrière-plan fondamental. En termes politiques, il s'agit pour la classe ouvrière d'élargir son alliance jusqu'à ce qu'on arrive à un point de basculement historique en sa faveur.

Il est possible de formuler une loi générale concernant cette question. Plus la classe ouvrière est

forte, moins l'étape prend un aspect important. Il y a en effet moins le besoin d'une alliance élargie. Inversement, s'il y a une large paysannerie ou bien une petite-bourgeoisie solidement implantée, plus l'étape démocratique, démocratique – populaire est significative.

Il va de soi que cela dépend des situations propres à chaque pays. Certains pays sont très marqués par le féodalisme, d'autres beaucoup moins ; l'emprise semi-coloniale est bien plus forte dans certains pays que d'autres. Dans certains pays, le développement s'est fait en maintenant simplement des restes idéologiques de féodalisme, dans d'autres l'arriération structurelle est quasi complète.

Dans les pays capitalistes, les couches sociales intermédiaires sont plus ou moins fortes, les techniciens et cadres jouent un rôle plus ou moins grand dans l'économie. L'hégémonie idéologique – culturelle connaît différents types, notamment en fonction de la capacité des notables à prédominer. Le pays lui-même peut être dans une situation de développement inégal : en Italie, les Brigades rouges étaient portées par la classe ouvrière, mais celle-ci était trop faible dans tout le sud du pays, ce qui imposait une étape qui n'a pas été vue.

À l'arrière-plan, pour l'étape démocratique (anti-féodale, anti-impérialiste) comme pour l'étape démocratique – populaire (anti-monopoliste, antifasciste), tout est une question d'alliance – sous sa direction – de la classe ouvrière avec les couches sociales intermédiaires. Il est nécessaire de souligner l'importance centrale de cette question de la direction.

Seule la classe ouvrière, de par son affrontement avec la bourgeoisie, est capable de porter le nouveau et de combattre sans compromis l'ancien. Cela est valable dans n'importe quelle situation historique. Même si c'est seulement une partie de la bourgeoisie qui est devenue l'ennemi principal, cela n'empêche pas qu'il n'y ait de lutte réellement conséquente que si la classe ouvrière la dirige.

Seule la classe ouvrière est capable de lire les nécessités historiques, sous la direction de son Parti Communiste. Le Front réalisé à chaque étape vise à la résolution de tâches allant dans le sens général de l'Histoire et il faut donc que la classe ouvrière en soit le moteur. Il s'agit de dépasser une situation historique bloquée pour lancer le processus de transformation générale, allant au socialisme, au communisme.

La détermination de la nature du Front à construire prend par conséquent une forme différente selon les contextes, les particularités nationales, le processus de la lutte de classes, etc. Dans les années 1930, la forme d'alliance du Front populaire français n'était pas exactement la même qu'en Espagne, où par exemple la bourgeoisie catalane jouait un rôle progressiste. Après 1945, le Front antifasciste en Allemagne de l'Est avait des particularités par rapport à celui en Tchécoslovaquie, en raison de l'importance de la base de masse du nazisme.

La question du calibrage du Front, de ses luttes, représente donc une dialectique tactique – stratégie devant s'appuyer sur une compréhension historique de la situation nationale, au moyen d'une maîtrise approfondie du matérialisme dialectique.

## **L'étape, moment dialectique de la révolution**

Il faut bien saisir que, au sens strict, la révolution démocratique et la révolution démocratique –

populaire ne sont que des étapes. La révolution démocratique formulée par l'Internationale Communiste et Mao Zedong a toujours été considérée comme imbriquée dans le processus révolutionnaire socialiste. Elle n'existe pas de manière indépendante. Il s'agit d'une étape, d'un moment dialectique.

Pour cette raison, les communistes ont toujours parlé de *révolution par étapes*, de *révolution ininterrompue*. Il n'y a ainsi pas véritablement de révolution démocratique comme réalité séparée, seulement une révolution socialiste dans un pays semi-féodal semi-colonial avec une étape révolutionnaire-démocratique. Il en va de même pour la révolution démocratique – populaire, étape de la révolution socialiste dans les pays capitalistes.

En fait, qui ne comprend pas les principes du matérialisme dialectique et ne voit pas que, dans l'ensemble des processus matériels, tout est relié de manière dialectique à la base, ne peut pas comprendre le principe d'étape. L'étape est un moment propre à la nature générale du processus révolutionnaire porté par la classe ouvrière dans son affirmation du socialisme, du communisme.

Les tâches se définissent par rapport à cette perspective, car la tendance au communisme est irrépressible. Il ne s'agit pas d'une orientation morale, d'un choix « politique » ou quoi que ce soit de ce genre. Il s'agit de questions à régler dans le cheminement historique, de tâches à mener pour pouvoir aller plus loin.

Cela part du principe matérialiste dialectique comme quoi la matière va au communisme. À partir du moment où la matière connaît des sauts qualitatifs dans ses processus, alors inévitablement elle va vers davantage de complexité, un appui renforcé, amélioré à sa propre existence, une organisation collective toujours plus grande, une expression plus approfondie. Le communisme est propre au mouvement même de la matière.

Il ne faut d'ailleurs jamais perdre de vue que la période historique de révolution socialiste, avec son étape démocratique – populaire, consiste en la socialisation des forces productives, en l'effacement des conceptions intellectuelles, culturelles, pratiques, allant dans le sens d'une interprétation du monde fondée sur la considération comme quoi il existerait des éléments séparés, des « briques » dans la constitution du monde.

Cette socialisation des forces productives est le dépassement des contradictions historiques, et par là l'affirmation d'une nouvelle étape dans l'histoire de l'humanité, et dans une moindre mesure dans l'histoire éternelle de l'univers. Tant les gauchistes que les réformistes négligent ou nient cet aspect : le mouvement de la matière elle-même.

L'étape est un moment dialectique de la révolution ; c'est la réalisation de tâches allant dans le sens de l'affirmation du mouvement de la matière. Calibrer son activité en fonction de cela est nécessaire pour accomplir les différentes tâches de l'étape.

## **Les tâches dans l'étape et la question du calibrage**

Le calibrage est une approche fondamentale du matérialisme dialectique. Toute décision, revendication, affirmation... doit reposer sur une évaluation adéquate de la situation, son rapport avec le processus d'ensemble, son intérêt dans la lutte de classes, ses conséquences économiques,

politiques, culturelles, idéologiques, militaires.

Les implications d'une étape intermédiaire au socialisme sont donc nombreuses. La première est la détermination des alliés, des formes d'alliances possibles, souhaitables, nécessaires. Cela implique une analyse de l'ensemble des couches sociales et de la possibilité de former un rapport politique, social, culturel avec elles. Il va de soi que cela ne peut pas avoir une mise en place effective sans le maintien de l'autonomie prolétarienne comme noyau dur du processus révolutionnaire.

La seconde est le calibrage politique en fonction des rapports entre les différentes couches sociales. *Il ne s'agit pas simplement de faire des revendications de type démocratique et populaire, qui iraient d'elles-mêmes, spontanément, dans le sens du socialisme.* Ce serait là revenir à la démarche du Parti Communiste Français de Maurice Thorez, amenant à l'abandon de tout principe.

Il s'agit de calibrer les positionnements politiques en fonction des nécessités historiques. Nous pensons être en mesure de poser une orientation générale pour cela, au moyen d'une grille de lecture s'appuyant :

- sur la contradiction travail manuel / travail intellectuel ;
- sur la contradiction villes / campagnes.

L'insistance sur la seconde contradiction est notre apport historique ; nous considérons qu'il y a ici la clef pour comprendre l'évolution de la société capitaliste en termes géographiques, l'émergence de l'anticapitalisme romantique comme nostalgie du passé, mais également la crise écologique et le rapport aux animaux, questions essentielles du 21e siècle.

En fait, il est possible maintenant de dire que nous avons les deux grands repères pour ne pas se perdre dans les tâches relevant de l'étape de la démocratie populaire et même du socialisme. Il suffit pour cela d'avoir en ligne de mire le communisme comme résolutions de la contradiction ville – campagne et de la contradiction travail manuel – travail intellectuel.

Ces résolutions ne sont pas des événements se déroulant uniquement dans le futur ; leurs processus sont inhérents au dépassement du capitalisme, ils sont déjà en cours. On ne peut d'ailleurs comprendre aucun phénomène historique sans l'étudier en rapport à ces deux contradictions. Le mode de production capitaliste fait suffoquer toutes les activités humaines, l'existence humaine, mais pas seulement : les conséquences écologiques à l'échelle planétaire sont en rapport direct avec cela.

Cela impose une compréhension, une sensibilité particulière. Il n'est pas possible d'être communiste au 21e siècle et de ne pas être révolté par la destruction de l'environnement, par la condition animale ; c'est là une insulte à la dignité de l'évolution de la matière, à la matière elle-même. L'idéologie communiste ne peut pas aller sans valorisation de la dignité de la matière vivante.

Cette exigence historique s'associe avec les tâches de l'étape intermédiaire : il est évident que la révolution démocratique – populaire porte en elle l'affrontement ouvert avec les grands monopoles détruisant la planète. Il ne s'agit pas de développer une critique comme celle faite contre le néolibéralisme, contre les « excès » du capitalisme. Il s'agit d'aller dans le sens du démantèlement à la

fois concret et culturel de monstres comme McDonald's, l'urbanisation débridée, l'industrie du nucléaire, les usines de l'exploitation animale ou les monopoles de l'armement.

Le démantèlement n'est pas la socialisation. La grande distribution, les banques, la grande industrie... doivent être socialisées, et non pas démantelées. Les deux tâches sont bien distinctes. En fait, le démantèlement apparaît comme une tâche davantage démocratique que socialiste, d'où son appartenance à l'étape nécessaire historiquement.

## **Calibrer l'activité communiste par rapport à l'étape et aux moments politiques !**

La compréhension de la nature de l'étape permet de bien distinguer les moments d'affirmation des positions communistes, ainsi que leur cadrage. Cela permet d'éviter les postures propres à la « révolution permanente ». Avec la juste compréhension des contradictions ville – campagne et travail manuel – travail intellectuel, on évite également l'écueil du basculement dans le réformisme.

Il appartient à chaque communiste de se saisir d'une des deux contradictions comme principale et de s'intégrer dans le processus de la lutte de classes en fonction des nécessités historiques. Cela n'est qu'ainsi que des résultats réels, *prolongés*, peuvent être obtenus. Nous affirmons que le reste n'est que pragmatisme, démarche velléitaire, pouvant avoir parfois l'air spectaculaire, mais sans qu'il n'en ressorte rien pour autant.

Nous affirmons qu'aucune activité communiste ne peut être « spontanée », ne peut s'exprimer « directement » ; elle doit passer par le matérialisme dialectique et historique pour trouver le vecteur adéquat, pour trouver le moyen d'une médiation appropriée, adaptée à la société.

Ne pas agir ainsi, c'est s'imaginer qu'il suffit de se placer au service de la révolution de manière subjective pour parvenir à quelque chose. Nous ne nions pas l'importance de la rupture subjective, bien au contraire. Mais pour que celle-ci soit complète, il faut un haut niveau de synthèse, d'analyse historique, de participation à la vie réelle des masses.

La combinaison de la rupture subjective et d'une interprétation matérialiste dialectique, historique de la réalité, est la clef pour être communiste, à l'opposé de tout *subjectivisme*.

*Il ne s'agit pas de se plier au niveau « moyen » de conscience des larges masses en pratiquant un réformisme lisse ou de courir derrière la petite-bourgeoisie en adoptant une démarche semi-anarchiste. Il s'agit de calibrer sa propre activité en se tenant à un terrain bien déterminé, en ayant une démarche conforme aux exigences économiques, sociales, culturelles, écologiques, etc. afin de profiter de la force de la tendance historique au communisme.*

Dans le cadre d'un pays capitaliste hautement développé, avec de nombreuses couches sociales intermédiaires, avec de puissants monopoles, avec un haut niveau d'aliénation, avec des structures économiques et culturelles à démanteler, cela impose une perspective démocratique – populaire.

## **La démocratie populaire et la guerre populaire prolongée**

Il va de quoi qu'aucune perspective révolutionnaire sérieuse ne peut faire l'économie de la question

de la démocratie populaire, rien que de par la question du poids de la classe ouvrière et de son rapport aux couches sociales intermédiaires, principalement la petite-bourgeoisie.

*La révolution présuppose l'engagement de l'ensemble des masses sur le terrain de la lutte armée, ce qui exige une situation révolutionnaire bien déterminée, mobilisant bien plus que simplement la classe ouvrière. Toutes les tentatives de type insurrectionnelles, pratiquées notamment dans les années 1920, ont échoué précisément parce qu'elles étaient incapables d'englober l'ensemble des masses.*

La défaite face au fascisme correspond d'ailleurs à la chute de nombreux secteurs populaires dans les mains de la réaction. *Si le Parti Communiste est incapable d'organiser un vaste Front de masses, alors c'est le fascisme qui organisera son propre front réactionnaire !* Telle est une terrible leçon historique, payée très chèrement.

Avec l'approfondissement de la crise générale du capitalisme, toute cette problématique réapparaît conséquemment. *La révolution avait été littéralement paralysée, pendant plusieurs décennies, par la formation d'un capitalisme avancé, exploitant les pays du tiers-monde et neutralisant un maximum de contradictions.* Il y a là un important changement de situation.

Être marxiste-léniniste-maoïste, c'est considérer que la seconde moitié du 20e siècle se caractérise par le déplacement de la crise révolutionnaire dans la zone des tempêtes, l'Afrique, l'Amérique latine et l'Asie. Cela implique qu'il faille *considérer la situation actuelle comme un renouveau en France de la problématique révolutionnaire*, qui s'extirpe d'une paralysie liée au développement d'une société aux forces productives développées.

Cela implique une vaste petite-bourgeoisie s'excitant toujours davantage et cherchant vainement à s'appropriier la direction de la société, une aristocratie ouvrière cherchant à maintenir ses positions, mais aussi d'un prolétariat métropolitain, vivant dans le 24 heures sur 24 de la vie capitaliste.

Cela renforce d'autant plus le sens de la démocratie populaire comme sas au socialisme.

**Parti Communiste de France (marxiste-léniniste-maoïste)**

**Février 2019**